



Nevers, CDEN du 10 février 2022

Madame la directrice académique,

Monsieur le préfet,

Mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Encore une fois, nous allons débiter notre prise de parole au sujet du dialogue social, cela devient, malheureusement, une habitude. Nous déplorons une nouvelle fois, le peu de considération des missions des représentants du personnel dans notre département.

Une fois de plus les calendriers sont modifiés en dernière minute, une fois de plus les documents de travail ne nous parviennent pas dans les délais, une fois de plus le calendrier de carte scolaire n'est pas anticipé et trop contraint. A l'UNSA éducation, nous déplorons qu'une fois encore le CTA soit une excuse pour justifier cette façon de procéder, puisque nous avons eu connaissance du calendrier académique au mois d'octobre.

Cela fait plus de deux ans que les personnels sont mobilisés face à la crise sanitaire. Ils mettent toute leur énergie pour faire tenir le système, bousculé par la pandémie. Ils attendent donc d'être reconnus et respectés.

La réussite de nos élèves est intimement liée à la qualité des conditions de travail des personnels de l'Education nationale et de leur considération par leur hiérarchie. Cela passe par un dialogue social fécond avec leurs représentants. Il fait de la négociation un élément d'équilibre des pouvoirs. Cet équilibre est rompu favorisant des propositions de mesures de carte scolaire subjectives et méprisant les travaux des instances précédentes.

Cette carte scolaire nous démontre encore une fois que notre département ne soutient pas ses personnels. Les propositions de fermetures se décident sans que les principaux intéressés soient au courant, de nouvelles suppressions apparaissent entre le groupe de travail et le comité technique, notre département semble précurseur pour la redéfinition des RASED. Ce qui nous est proposé est inenvisageable et ne respecte pas la circulaire ministérielle définissant les RSED et ses 3 spécificités. Le SE UNSA a demandé une audience à la direction générale de l'enseignement scolaire. Nous n'évoquerons pas toutes les remontées de terrain où des collègues nous font part du manque de considération, voire de l'irrespect qu'ils subissent. L'UNSA éducation s'oppose sans réserve à ce type de pratique.

A l'heure où nous faisons part plus que régulièrement de l'augmentation de la difficulté scolaire et comportementale de nos élèves (les saisies dans le RSST le confirment), vous décidez de supprimer un poste de maître E et de faire purement et simplement disparaître les maîtres G de nos réseaux. De plus, pouvez-vous nous dire aujourd'hui ce que vont devenir les collègues actuellement sur ces postes ?

Les RASED sont pourtant indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages qui tous ne sont pas situés en zone REP.

L'UNSA Education s'interroge sur les moyens que se donne l'Education nationale pour l'École inclusive et un véritable accompagnement de tous les élèves.

Nous espérons sincèrement être entendus et que le projet de carte scolaire du premier degré se traduise réellement par un solde de +4. Malheureusement, nous avons appris

en comité technique que madame la directrice académique préférerait garder au chaud 4 postes pour la rentrée. Nous nous interrogeons sur cette démarche car sans celle-ci nous pourrions sauver 4 postes supplémentaires...

Au niveau du second degré, cette année la dotation départementale génère une situation un peu moins dégradée que les années précédentes. Nous espérons que cette orientation traduit une réelle volonté de prise en compte des besoins éducatifs du département, au-delà de toutes perspectives présidentielles.

Cependant, nous regrettons que les prévisions d'effectifs du département soient parfois sous-estimées par les services du rectorat et de la DSDEN et que ces derniers semblent utiliser les effets de seuils pour faire baisser la DHG des établissements concernés.

Cela met ces derniers face à un dilemme : construire des classes surchargées jusqu'à 30 élèves ou supprimer les aménagements pédagogiques dédiés aux élèves les plus en difficulté.

Quelles conditions d'apprentissage l'Education nationale propose-t-elle aux élèves ? Quelles conditions de travail propose-t-elle aux enseignants ? Comment pourront-ils s'occuper de chacun alors que la crise sanitaire n'est pas encore terminée et que l'on sait qu'elle touche particulièrement les adolescents et les plus fragiles ?

Les personnels nivernais sont épuisés et attendent du soutien de la part de leur cheffe de service. D'autant que la situation de crise durable à l'école a un impact délétère sur les relations entre les personnels, entre les parents et les personnels, entre les personnels et les municipalités.

Parce que l'école est restée ouverte grâce à elles et eux, les personnels doivent être respectés, protégés et écoutés.

Les représentants des personnels UNSA Education

